

Unité départementale de l'Isère

17 boulevard Joseph Vallier

38040 Grenoble

ud-i.dreal-auvergne-rhone-alpes@developpement-durable.gouv.fr

Grenoble, le 8 avril 2026

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/03/2026

Contexte et constats

publié sur  **GÉORISQUES**

BOURBON AUTOMOTIVE PLASTICS

ZI La Gloriette

38160 Chatte

Références : 2026-Is057TS1

Code AIOT : 0006102863

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11 mars 2026 dans l'établissement BOURBON AUTOMOTIVE PLASTICS implanté ZI La Gloriette - BP 115 - 38160 Chatte.

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du contrôle de la mise en conformité de la première étape inscrite dans l'arrêté préfectoral d'astreinte administrative pris à l'encontre de la société BOURBON.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BOURBON AUTOMOTIVE PLASTICS
- ZI La Gloriette BP 115 38160 Chatte
- Code AIOT : 0006102863 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- Statut IED : Non IED

La société BOURBON AUTOMOTIVE PLASTICS, intégrée au groupe PLASTIVALOIRE, exploite sur son site de Chatte des installations dédiées au moulage de pièces plastiques et à l'application de peinture. C'est un sous-traitant de l'industrie automobile pour des petites pièces de l'habitacle et des poignées de porte de voiture.

Les conditions de l'autorisation d'exploiter sont définies par les actes administratifs suivants :

- l'arrêté préfectoral complémentaire (APC) de mise à jour de classement n° 2014317-0049 du 13 novembre 2014,
- l'APC n° 2009-00637 du 26 janvier 2009 (mise en place d'un schéma de maîtrise des COV),
- l'APC n° 2006-09392 du 27 octobre 2006 (risque ATEX, débit et volume de rétention des eaux

- d'extinction, bilan de fonctionnement,...),
- l'arrêté n°2006 du 14 mars 2006 (déclaration accompagnée d'une analyse de risque pour toute modification de la chaîne de peinture UNI1),
- l'arrêté préfectoral d'autorisation (AP) n°2002-12823 du 9 décembre 2002,
- l'arrêté préfectoral d'astreinte du 29 janvier 2025 (mise aux normes ATEX des cabines de peinture d'apprêt et de base).

Contexte de l'inspection : Suite à sanction

Thèmes de l'inspection : ATEX

2) Constats :

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à madame la préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à madame la préfète des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
3	Suivi des détecteurs en zones ATEX	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 55 et 68	Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	6 Mois
7	Capacité de rétention	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-1	Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	1 Mois

(1) Les justificatifs relatifs à la mise en œuvre des actions correctives sont à transmettre à l'inspection **uniquement dans le cas où la demande suivante apparaît dans le tableau « Demande de justificatif à l'exploitant »**. Pour les autres demandes d'actions correctives, les justificatifs sont à tenir à la disposition de l'inspection et pourront faire l'objet d'un contrôle ultérieur.

Les justificatifs correspondent à tout élément permettant de prouver le retour à la conformité de l'écart relevé lors de la visite (explicatifs, documents, photographies, etc).

Dans l'hypothèse où les justificatifs ne seraient pas fournis dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
1	Contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-A	Demande d'action corrective
2	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-B	Demande d'action corrective
4	Capacités de rétention	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Demande d'action corrective
5	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 13/11/2014, article 1	Demande d'action corrective
6	Limitation des émissions diffuses	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 6.1	Demande d'action corrective
8	Retour à la conformité ATEX de la chaîne de peinture UNIT4	AP de Mise en Demeure du 25/05/2023, article	Demande d'action corrective

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

La visite d'inspection a permis de constater, uniquement sur la partie administrative, de la réalisation des travaux de mise en conformité de la première étape de l'arrêté préfectoral d'astreinte. Ainsi, cette première étape est considérée comme levée au vu des documents justificatifs transmis et des déclarations de l'exploitant concernant la cabine de peinture "apprêt". Il reste désormais à l'exploitant à mettre en conformité avant le 1^{er} septembre 2026 la cabine de peinture "base" qui est la deuxième étape inscrite dans l'arrêté préfectoral d'astreinte. Les autres non-conformités issues de la précédente visite d'inspection ont également été contrôlées. Il s'avère que certaines non-conformités ne sont toujours pas levées, comme l'absence de mise sur une rétention de réservoir contenant des liquides ou des bidons souillés de peinture. L'inspection des installations classées tient à rappeler à l'exploitant qu'en plus de l'arrêté préfectoral d'astreinte, l'exploitant doit se conformer aux autres dispositions de son arrêté préfectoral et qu'il ne doit pas attendre la visite de l'inspection des installations classées pour engager des démarches de mise en conformité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-A

Thème(s) : Risques accidentels - dans les zones ATEX

Point de contrôle déjà contrôlé :

- Lors de la visite d'inspection du 24/04/2025
- Type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- Suite(s) qui avait(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- Date d'échéance qui a été retenue :

Prescription contrôlée :

Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

Constat de la précédente visite d'inspection du 24/04/2025

L'IIC a contrôlé les 2 derniers rapports de contrôles des installations électriques de l'établissement en date des 16/12/2023 et 13/12/2024. La conclusion générale ne mentionne aucun écart par rapport aux équipements présents dans les zones ATEX du site. Néanmoins, il est indiqué ceci dans le corps de chaque rapport : "Lors de notre vérification, nous avons constaté la présence d'emplacements ou de locaux potentiellement à risque d'explosion. Vous êtes dans l'obligation de réaliser la mission d'évaluation du risque ATEX suivant l'article R. 4227-50 du code du travail et aux prescriptions de l'arrêté du 08/07/2003 relatif à la protection des travailleurs susceptibles d'être exposés à une atmosphère explosive. Bureau Veritas est à votre disposition pour vous aider à réaliser cette évaluation. Les installations électriques de ces locaux ou emplacement sont réalisées visuellement, aucune mesure électrique n'a été réalisée dans ces locaux ou emplacements." L'exploitant a donc présenté le rapport de contrôle de "vérification des mises à la terre et des liaisons équipotentielles pour l'élimination de l'électrostatique des zones ATEX" en date du 7/8/24. Il apparaît sans observation. Néanmoins, le rapport souffre de lacunes : le périmètre de contrôle est trop restrictif. Il ne porte pas sur l'état des équipements, les mesures de prévention des sources d'inflammation (production d'étincelles, électricité statique sur les flexibles par exemple) ou l'adéquation des protections des équipements par rapport au zonage; des zones identifiées ATEX au sein de l'établissement ne figurent pas au rapport. Les 2 cuves de gaz, le four de décapage et les silos de matières plastiques sont absents. En outre, plusieurs matériels ne sont pas contrôlés en raison de leur inaccessibilité. Ce n'est pas satisfaisant. L'inventaire audit ATEX interne mensuel des mois de décembre 2024, janvier 2025 et mars 2025 ont été contrôlés. Le contenu a été amélioré selon les demandes formulées au terme de l'inspection 2024. En outre, les résultats sont corrects. Les non conformité sont immédiatement traitées. De ce fait, il n'y a pas de non-conformité dans ces audits internes ATEX. C'est satisfaisant.

Demande d'action corrective: BOURBON AUTOMOTIVE PLASTICS doit justifier de l'exhaustivité du contrôle des installations présentes dans les zones ATEX de son établissement. Demande d'action corrective: Pour prévenir le cas de l'inaccessibilité de certains équipements lors du contrôle, BOURBON AUTOMOTIVE PLASTICS doit se rapprocher de son prestataire pour le contrôle des équipements ATEX et en zones ATEX, en amont du contrôle, pour lui mettre à disposition, le jour du contrôle, les moyens

matériels utiles à la réalisation d'un contrôle de tous les équipements concernés.

Constat de la visite d'inspection du 11/03/2026

L'exploitant a présenté un rapport de vérification des installations électriques réalisé par la société DEKRA et datant du 24/10/2025. Le rapport conclut à une conformité de l'installation. Il n'y a pas d'observation.

L'exploitant indique qu'il accompagne désormais le contrôleur lors de la visite des installations électriques afin de s'assurer que ce dernier puisse avoir accès à l'ensemble de l'installation. La non-conformité est levée.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-B

Thème(s) : Risques accidentels - interrupteur central ou arrêt d'urgence

Point de contrôle déjà contrôlé :

- Lors de la visite d'inspection du 24/04/2025
- Type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- Date d'échéance qui a été retenue :

Prescription contrôlée :

B.-Dans les locaux de l'installation recensés comme pouvant être à l'origine d'incendie ou d'explosion en application de l'article 48, un interrupteur central ou arrêt d'urgence, bien signalé et repéré sur un plan, permettant de couper l'alimentation électrique des locaux concernés est installé de manière à être accessible depuis l'extérieur sauf si l'alimentation électrique des dispositifs de sécurité est maintenue lorsqu'elle est nécessaire à leur fonctionnement.

Constat de la précédente visite d'inspection du 24/04/2025

Le convoyeur des pièces à peindre est équipé de 2 arrêts d'urgence situés dans des zones fréquentées par le personnel et hors zones ATEX. L'exploitant dispose du résultat du test de bon fonctionnement (arrêt de la ligne de peinture) réalisé le 24/01/25. Selon ce document, le test est réalisé tous les 3 mois. L'action à réaliser est particulièrement bien décrite, notamment la prise en compte sur l'automate de sécurité. Néanmoins, elle ne précise pas explicitement que l'arrêt de la chaîne doit aussi être constaté pour valider le test. Ce point doit être amélioré.

Demande d'action corrective: La fiche de "test des arrêts d'urgence" doit explicitement préciser que l'arrêt survient après avoir appuyé sur l'arrêt d'urgence.

Constat de la visite d'inspection du 11/03/2026

L'exploitant a présenté la fiche "test des arrêts d'urgence" qui a été mise à la suite de la précédente visite d'inspection. Celle-ci mentionne désormais "A chaque contrôle des arrêts d'urgences, il faudra vérifier que la chaîne elle aussi passe à l'arrêt". La non-conformité est levée.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Suivi des détecteurs en zones ATEX

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 55 et 68

Thème(s) : Risques accidentels - Asservissement à la détection

Point de contrôle déjà contrôlé :

- Lors de la visite d'inspection du 24/04/2025
- Type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- Date d'échéance qui a été retenue :

Prescription contrôlée :

Article 55

[...]

L'exploitant tient à disposition les justificatifs de conception et dimensionnement du réseau de détecteurs. Il tient à jour, la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité, détermine et met en œuvre les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant respecte les conditions de fonctionnement et d'entretien définies par le fabricant de ces détecteurs. Le déclenchement des détecteurs et les actions correctives ou préventives menées sont tracées.

[...]

Article 68

[...]

L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.

[...]

Constat de la précédente visite d'inspection du 24/04/2025

L'exploitant n'a pas pu présenter l'étude ayant conduit à l'implantation du réseau de détecteurs gaz et la nature du gaz recherché par zone. Ce n'est pas satisfaisant.

L'exploitant réalise un contrôle semestriel des détecteurs gaz en place au sein de ses installations. L'IIC a contrôlé les rapports de contrôles DRÄGER des 24/3/24 et 27/9/24.

Plusieurs dénominations de localisation sont identiques alors que les références de matériels changent. Ce point doit être amélioré. Pour l'étalonnage des détecteurs de solvants, l'exploitant souhaite que ce soit le MéthylEthylCétone (= MEK) qui serve comme gaz de référence au regard de 2 critères: c'est le solvant qui présente le point éclair le plus bas (-4°C) parmi tous les solvants utilisés ("DRO3" _ 0°C-23°C, "X97" _26°C, "ABC" _ 76°C); la proportion de MEK utilisée est prépondérante par rapport aux autres solvants utilisés. Le technicien DRÄGER ne dispose pas de bouteille étalonnée de MEK. En revanche, il utilise le propane et un abaque de mesures pour vérifier le "0" et "100%" de la LIE du propane. Il ne test donc pas les seuils d'alarme de 13% et 25"% LIE MEK. Pour autant, l'exploitant affirme que le seuil de 13% est testé

régulièrement lors de l'utilisation. Des interruptions du convoyeur et de la distribution de peinture surviennent régulièrement. L'exploitant en réalise le suivi par poste. L'IIC a consulté ce suivi. En février 2025, ces interruptions représentent 1,6% du temps de travail (2 postes de 8h) soit 300h et 1,3% du temps de travail pour le mois de mars 2025. Elles s'accompagnent d'une alarme visuelle au pupitre de la cabine concernée et d'une sonnerie. Le personnel a d'ailleurs pris l'habitude de surveiller la concentration affichée au pupitre pour anticiper les arrêts intempestifs et les éviter. En cas d'arrêt sur dépassement du seuil de 13% LIE, une chaîne d'opérations chronophages doit être effectuée pour redémarrer l'application de peinture. C'est satisfaisant. En revanche, le seuil de 25% de la LIE et les actions qu'impliquent son dépassement ne sont jamais testés. Ce n'est pas satisfaisant. Le technicien DRÄGER n'a pas pu vérifier les asservissements des détecteurs gaz "à la demande du client", car l'atelier était en fonctionnement le jour du contrôle. Ce n'est pas satisfaisant. La feuille de résultat pour le détecteur du "sas accrochage_chaîne UNIT4" mentionne comme gaz recherché le CO. Cette zone est identifiée comme zone ATEX. Pour autant, il n'est pas mis en place de détection de solvant (MEK). Ce choix atypique n'a pu être justifié. Ce n'est pas satisfaisant.

Demande d'action corrective: BOURBON AUTOMOTIVE PLASTICS doit veiller à ce que le rapport semestriel de contrôle des détecteurs soit autoportant. En particulier, pour la localisation de chaque détecteur, aucune ambiguïté ne doit être possible.

Demande d'action corrective: BOURBON AUTOMOTIVE PLASTICS doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées l'étude ayant conduit à l'implantation du réseau de détecteurs gaz et la nature du gaz recherché par zone. Le cas particulier du " sas accrochage_chaîne UNIT4" doit être traité (gaz recherché: CO et pas MEK à justifier).

Demande d'action corrective: BOURBON AUTOMOTIVE PLASTICS doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées les résultats des tests d'asservissement en cas de dépassement des seuils de 13% et 25% de la LIE du MEK.

Observation: l'exploitant doit programmer avec la société DRÄGER les jours de contrôle des détecteurs afin de vérifier également l'asservissement

Constat de la visite d'inspection du 11/03/2026

L'exploitant a présenté une fiche de résultat de test d'asservissement réalisé par la société DRÄGER pour la cabine UNI 4.

L'exploitant a présenté un plan identifiant les capteurs gaz du site. Ces capteurs sont identifiés par des repères numérotés de 1 à 11. Dans ce plan, un tableau est présent avec entre autres les numéros de séries des capteurs. Dans les documents transmis après la visite d'inspection (plan et feuilles de résultats des 3 capteurs de la cabine UNI 4) le lien entre les capteurs, leur emplacement et le numéro de séries est compréhensible.

Concernant l'étude d'implantation du réseau de détecteur gaz, l'exploitant n'a toujours pas été en mesure de présenter l'étude ayant conduit à l'implantation des détecteurs. L'exploitant indique ne pas bien comprendre cette demande, car avec leur savoir faire, ils sont en mesure d'identifier eux-mêmes les emplacements les plus propices à l'installation des détecteurs. L'exploitant a transmis à la suite de l'inspection un document intitulé "VISITE 11-03-26 COMPLÉMENT D'INFORMATIONS " dans lequel ils mentionnent "Concernant le sujet de définition initiale des capteurs de concentration LIE, ils ont été définis par calcul théorique selon les informations données dans la phase projet initiale de la ligne. (2014)". Cette fiche de calcul n'explique pas la justification du nombre de détecteurs, leur implantation et le paramétrage de ces détecteurs.

Non-conformité n°1

L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les justificatifs de conception et de dimensionnement du réseau de détecteurs.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit justifier d'ici **6 mois** de la conception et du dimensionnement du réseau de détecteurs.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 Mois

N° 4 : Capacités de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II

Thème(s) : Risques chroniques - Encombrement

Point de contrôle déjà contrôlé :

- Lors de la visite d'inspection du 24/04/2025
- Type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- Date d'échéance qui a été retenue :

Prescription contrôlée :

L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant.

Constat de la précédente visite d'inspection du 24/04/2025

En 3 zones d'entreposage extérieures aux bâtiments, l'IIC a constaté que les capacités de rétention exposées aux intempéries sont en partie ou complètement occupées par des eaux météoriques. Il s'agit de : l'aire des solvants usagés; le local des huiles et solvants; les armoire bleues huiles neuves. Les capacités de rétentions sont encombrées donc indisponibles. Ce n'est pas satisfaisant. L'IIC a également noté qu'un caillebotis métallique destiné à accueillir un cubitainer d'eau huileuse a été remplacé par une palette en bois. La palette vient obérer une partie du volume de la capacité de rétention. Ce n'est pas satisfaisant.

Demande d'action corrective: BOURBON AUTOMOTIVE PLASTICS doit rendre à nouveau disponible toutes les capacités de rétention associées aux 3 zones d'entreposages reprises ci-dessous : l'aire des solvants usagés; le local des huiles et solvants usagés; les armoires bleues huiles neuves.

Demande d'action corrective : La palette en bois qui sert de support à un cubitainer de déchet d'eaux huileuses doit être remplacée par un caillebotis métallique adapté à la capacité de rétention.

Constat de la visite d'inspection du 11/03/2026

Lors de la visite d'inspection, les rétentions des zones de stockages des solvants (conteneur bleu) sont bien vides.

La rétention d'un Grand Récipient Vrac (GRV) contenant de l'huile usagé qui est protégé par une petite toiture légère en bac acier est bien vide. Il s'agissait du récipient qui avait été constaté posé sur une palette en bois et qui faisait l'objet de la non-conformité. Un caillebotis a été mis à la place. La non-conformité est levée.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2014, article 1

Thème(s) : Situation administrative - Atelier de charge des accumulateurs

Point de contrôle déjà contrôlé :

- Lors de la visite d'inspection du 24/04/2025
- Type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- Date d'échéance qui a été retenue :

Prescription contrôlée :

Les Installations répertoriées sont :

Rubrique ICPE	désignation de l'activité	Caractéristique de classement	Classement
2925-1	ateliers de charge d'accumulateurs électriques Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération ⁽¹⁾ étant supérieure à 50 kW	Pmax= 45 kW	NC

⁽¹⁾ Puissance de charge délivrable cumulée de l'ensemble des infrastructures des ateliers

Constat de la précédente visite d'inspection du 24/04/2025

L'IIC a constaté que 4 postes de charge des accumulateurs sont présents et susceptibles d'être utilisés au sein de l'établissement. Interrogé sur la puissance maximale de charge délivrable, l'exploitant n'a pu répondre.

Demande d'action corrective : BOURBON AUTOMOTIVE PLASTICS doit justifier que la puissance cumulée des 4 postes de chargement des accumulateurs est inférieure à 50 kw comme indiqué à son arrêté préfectoral complémentaire du 13/11/2014.

Constat de la visite d'inspection du 11/03/2026

L'exploitant indique avoir réalisé l'inventaire des postes chargement des accumulateurs concernés par la rubrique 2925. Il indique disposer de deux chargeurs (N67) de 7 kW chacun ainsi que de deux autres chargeurs (TEBETRON) de 2,4 kW chacun. L'exploitant n'est alors pas classé sous la rubrique 2925. La non-conformité est levée.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Limitation des émissions diffuses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 6.1

Thème(s) : Risques chroniques - consigne de dépotage

Point de contrôle déjà contrôlé :

- Lors de la visite d'inspection du 24/04/2025
- Type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- Date d'échéance qui a été retenue :

Prescription contrôlée :

Les stockages de produits pulvérulents, volatils ou odorants, susceptibles de conduire à des émissions diffuses de polluants dans l'atmosphère, sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés, etc.).

Constat de la précédente visite d'inspection du 24/04/2025

Au niveau de l'aire des solvants de nettoyage usagés, la procédure de dépotage et d'empotage est absente alors que les cuves de solvants neufs du local bleu en disposent. Ladite procédure comporte une étape garantissant la limitation des émissions diffuses de solvants: "fermer le bouchon du cubitainer/ de la cuve". Ce n'est pas satisfaisant.

Demande d'action corrective : L'affichage de la procédure de dépotage/empotage doit être réalisée au niveau de l'aire d'entreposage des solvants de nettoyage usagés.

Constat de la visite d'inspection du 11/03/2026

Lors de la visite, au niveau de l'aire de dépotage de solvants neufs, la procédure de dépotage a été constatée sur place. La zone de dépotage de solvants usagés n'a pas été visitée lors de l'inspection. L'exploitant indique que la procédure de dépotage n'était pas présente sur la zone d'entreposage des solvants neufs et non à la zone des solvants usagés. La zone de dépotage des solvants usagés sera contrôlée lors de la prochaine visite d'inspection.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Capacité de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-1

Thème(s) : Risques chroniques - pollution du milieu

Point de contrôle déjà contrôlé :

- Lors de la visite d'inspection du 24/04/2025
- Type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- Date d'échéance qui a été retenue :

Prescription contrôlée :

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention

Constat de la précédente visite d'inspection du 24/04/2025

Au niveau de l'aire de collecte d'eaux huileuses/aérosol/chiffons souillées, au moins 3 cubitainers contenant des eaux huileuses sont entreposés sans être associés à une capacité de rétention adaptée. Ce n'est pas satisfaisant.

Demande d'action corrective: BOURBON AUTOMOTIVE PLASTICS doit organiser son entreposage de contenants remplis de déchets liquides, comme les eaux huileuses, de telle manière que d'une part une capacité de rétention adaptée soit associée à l'entreposage, et d'autre part que ledit entreposage soit protégé des intempéries.

Constat de la visite d'inspection du 11/03/2026

Lors de la revue administrative en salle lors de la visite d'inspection, l'exploitant indique avoir vidé tous les GRV à l'extérieur. Or, lors de la visite sur place, trois GRV ont été constatés avec du liquide à l'intérieur, sans rétention et non couvert des pluies météoriques comme la précédente visite d'inspection. De plus, huit bidons de vingt litres vides, mais contenant encore un fond de peinture sont placés sur un chariot à l'extérieur à l'entrée de la zone de stockage des solvants. Ils sont sans rétention.

La non-conformité n'est pas levée.

Une mise en demeure sera proposée à madame la préfète si, lors de la prochaine inspection, la situation demeure inchangée.

Non-conformité n°2

L'exploitant dispose des récipients contenant des produits au sol sans rétention.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit disposer d'ici **1 mois** de rétentions sur l'ensemble des récipients contenant potentiellement des produits dangereux. Il doit organiser son entreposage de contenants remplis de déchets liquides, comme les eaux huileuses, de telle manière que d'une part une capacité de rétention adaptée soit associée à l'entreposage, et d'autre part que ledit entreposage soit protégé des intempéries.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites :	Demande d'action corrective
Proposition de délais :	1 Mois

N° 8 : Retour à la conformité ATEX de la chaine de peinture UNIT4

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 25/05/2023, article
Thème(s) : Risques accidentels Suivi du planning
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> Lors de la visite d'inspection du 24/04/2025 Type de suites qui avaient été actées : Avec suites Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective Date d'échéance qui a été retenue :
Prescription contrôlée : ...les installations comprises dans les zones à risques d'atmosphère explosive sont conçues de manière à limiter les risques d'explosions.
<p>Constat de la précédente visite d'inspection du 24/04/2025</p> <p><i>Pour mémoire, le contexte actuel est proche de celui dans lequel l'accident mortel de 1993 s'est déroulé. En effet, il s'agit de remplacer un équipement primordial pour l'activité peinture qu'il faut rapidement mettre en service aux standards de la production (tests calibrations en fonction des gammes). L'exploitant a donc préféré aboutir son analyse des risques avant de mettre en service le nouveau bol "verniss". Le remplacement de l'ancien bol a eu lieu en décembre 2024 comme annoncé. En revanche, il n'est pas encore opérationnel (pas relié). C'est toujours l'ancien qui opère l'application du vernis. Ce décalage dans le planning sera corrigé en juin 2025. L'enjeu est double pour l'exploitant: respecter l'agenda qu'il a proposé à M. le Préfet de l'Isère et être en capacité de produire pour honorer ses commandes. L'exploitant a insisté sur le fait que le temps alloué à cette opération est très court surtout au vu de la difficulté technique des opérations. Le changement des équipements de la cabine d'"apprêt", dont les pistolets, est programmé pour l'été 2025, comme prévu au planning. L'IIC prend note de tous ces éléments et reviendra vers BOURBON AUTOMOTIVE PLASTICS à la fin du mois d'août 2025.</i></p> <p><i>Demande d'action corrective: BOURBON AUTOMOTIVE PLASTICS doit mettre en service ces nouveaux équipements dans les cabines d'"apprêt" et de "verniss" d'ici la fin du mois d'août 2025.</i></p> <p>Constat de la visite d'inspection du 11/03/2026</p> <p>Pour rappel, la société a été mise en demeure le 25/05/2023 de respecter ,au plus tard le 01/09/2024, l'article 2.6.1.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2002-12823 du 09/12/2002 prescrivant notamment que les installations comprises dans les zones à risque d'atmosphère explosive sont conçues de manière à limiter les risques d'explosion. Il s'agit du matériel des cabines de peinture "apprêt", "base" et "verniss".</p> <p>N'ayant pas respecté l'échéance de la mise en demeure, la société a fait l'objet d'un arrêté préfectoral d'astreinte depuis le 29/01/2025 pour la mise aux normes des cabines d'apprêt et de base avec un sursis à l'exécution de l'astreinte jusqu'au 31/08/25 pour la cabine d'apprêt et jusqu'au 31/08/2026 pour la cabine de base.</p>

L'exploitant a transmis un mail le 10/07/2025 annonçant le décalage des travaux de la cabine d'apprêt à décembre 2025, suite à des perturbations d'automatisme sur la ligne de peinture.

Une liquidation partielle de l'astreinte a été réalisée pour la période du 1^{er} septembre 2025 au 23 octobre 2025.

L'exploitant a transmis un courriel le 09/01/2026 informant avoir effectué la mise aux normes ATEX de la cabine d'apprêt de la ligne peinture fin décembre 2025. L'exploitant a transmis le 28/01/25 une "attestation de confirmation d'intégration" de la société SIDASA. Toutefois, celle-ci ne mentionne pas ce qui a été changé, ni même la cabine concernée.

Lors de la visite d'inspection du 11/03/2026, l'exploitant a présenté un rapport "Vérification de la conformité ATEX des modifications récentes de la cabine d'apprêt" réalisé par la société DEKRA le 12/01/2026. Il s'agit d'une vérification avec un degré d'inspection visuelle et elle se limite aux changements récents. Cinq non-conformités sont mentionnées avec quatre recommandations (R) :

- Mesure de température et d'hygrométrie ambiante, à proximité des pompes doseuses : R1. Contrôleur de température et d'humidité : le sortir de la cabine (en laissant la sonde dedans) ou le remplacer par un équipement certifié ATEX.
- Entrées de flexibles pneumatiques sur barreau, sur armoire 1 : R2. Entrées flexibles pneumatiques : boucher les arrivées/départs non utilisés, pour que l'armoire possède un caractère IP54 minimum.
- Entrées de câbles par presse-étoupes, sur armoire 1 : Passage de cloison non étanche au moins sur commandes des débitmètres (armoire 1) et à gauche (vu du couloir). R3. Armoires 1 et 2 : reprendre les presse-étoupes pour qu'ils soient correctement serrés. Vérifier leur étanchéité.
- Entrées de câbles par presse-étoupes, sur armoire 2 : Passage de cloison non étanche au moins sur flexible solvant (rouge) de l'armoire 2 et des commandes des débitmètres (armoire 1). Voir recommandation R3.
- Pot de rinçage de la tête du bol : Le bol n'est alimenté qu'en solvant et en air. Mais le cerclage supérieur, à proximité du bol lors de son rinçage, est isolé de la terre par un joint en PTFE. La résistance mesurée est largement supérieure au seuil autorisé. Un grand risque d'étincelle est présent entre la tête du bol et ce pot de rinçage. R4. Mettre correctement à la terre la partie supérieure du pot de rinçage : enlever le joint (effectué depuis la visite), ou le remplacer par un joint métallique, ou mettre cette partie métallique à la terre via une tresse le long des flexibles pneumatiques de façon pérenne.

Lors de la visite, l'exploitant indique avoir déplacé la panoplie située à l'extérieur vers une armoire intégrée dans la cabine. Ce point a été vérifié sur place.

À la suite de la visite, l'exploitant a transmis un document "Complément d'informations" avec des photos permettant de justifier de la levée des non-conformités identifiées dans le rapport DEKRA.

Il a également transmis, après la visite, un document avec l'attestation de confirmation d'intégration ainsi qu'une "Déclaration CE d'Incorporation Directive Machine 2006/42" rédigé par la société SIDASA. Cette dernière désigne explicitement "Robot industriel de peinture cabine d'apprêt UNI 4 - CHATTE"

et mentionne le respect entre autres de la directive 2014/34/UE CE - Directive ATEX.

Ces documents sont datés du 05/03/26 et l'attestation mentionne que le matériel nouvellement installé est en service depuis le 05/01/2026.

L'exploitant a également transmis les déclarations de conformité ATEX de la société POMTAVA pour les matériels suivants :

- Changeurs de teintes (daté de 2021)
- Transmetteur de pression TPPT (daté de 2019)
- Séries de Pompes de dosage à engrenages type (daté de 2021)
- Vannes pneumatiques à pointeau (daté de 2019)

L'exploitant a transmis le manuel d'entretien du Pistolet à Peinture Automatique qui a été installé mentionnant le marquage ATEX. Celui-ci contient la déclaration de conformité de 2019.

Une déclaration de conformité d'un robot FANUC datée de 2022 et une déclaration de conformité d'un bol (pulvérisateur électrostatique de peinture) de 2024 ont également été transmises.

Une déclaration de conformité du bol vernis portant l'intitulé suivant "pulvérisateur électrostatique de peinture" datée de novembre 2024 par la société SAMES a été transmise par l'exploitant.

L'exploitant a transmis un rapport de vérification de la conformité de la nouvelle installation de pulvérisation électrostatique de la société DEKRA. Celui-ci concerne le bol de la cabine de vernis. La conclusion est la suivante "Une seule remarque mineure lors de la réception, les entrées/sorties d'un coffret ATEX doivent être correctement fermées par des bouchons certifiés. Une mise à la terre mérite d'être détendue, mais est actuellement correcte. Suite à la réception, et une fois ces remarques mineures clôturées, nous considérons donc que le bol peut être utilisé dans le niveau de sécurité attendu." L'exploitant indique que le bol est installé, mais qu'il n'est pas encore en service. L'installation comprend alors deux bols, un non ATEX et un ATEX qui n'est pas encore en service. Le retrait du bol non ATEX est prévu mi-mai 2026.

L'exploitant indique que les attestations et déclaration transmises correspondent au matériel installé lors des travaux dans la cabine d'apprêt afin de se mettre en conformité.

Pour résumer, l'exploitant déclare avoir réalisé les actions suivantes pour la cabine "Apprêt" :

- Remplacement d'un système monte et baisse NON ATEX par un robot certifié ATEX
- Déplacement de la panoplie située à l'extérieur vers une armoire intégrée dans la cabine
- Le robot est désormais équipé d'un pistolet ATEX et d'un bol ATEX

Les actions restantes à réaliser pour la cabine "Base" sont les suivantes :

- Deux manips (monte & baisse) NON ATEX : Changement des deux manips, intervention prévue pour l'été 2026
- Bol NON ATEX : installation d'un bol ATEX prévue pour l'été 2026
- *Les deux Pistolets sont déjà ATEX*
- *La panoplie extérieure est intégrée dans l'armoire cabine*

Les actions restantes à réaliser pour la cabine "Vernis" sont les suivantes :

- Bols : un bol NON ATEX // un Bol ATEX : retrait du bol NON ATEX prévu mi-mai 2026
- *Les trois manips (monte & baisse) sont déjà ATEX*
- *Les deux pistolets sont déjà ATEX*

Au vu des documents transmis et des déclarations de l'exploitant, l'inspection des installations classées considère que la première étape de l'arrêté préfectoral d'astreinte à l'encontre de la société BOURBON concernant la cabine de peinture "apprêt" est levée au 05/01/2026. Pour rappel, une liquidation partielle de l'astreinte a été réalisée pour la période du 01/10/2025 au 23/10/25, soit 53 jours.

Il est rappelé que l'arrêté préfectoral d'astreinte est applicable jusqu'au terme des deux étapes, c'est-à-dire, à la transmission à madame la préfète de l'Isère des justificatifs de la mise en place du second robot et de ses accessoires conformes à la norme ATEX dans la cabine de peinture de "base". Le non-respect de la deuxième étape de l'arrêté préfectoral d'astreinte entraînera la liquidation partielle de l'astreinte du 23/10/25 au 05/01/25 ainsi qu'à partir du 01/09/26.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite